

intérieures. Ils demandent aussi que soient exclues des engagements en matière de réduction les politiques rurales et agricoles qui font partie intégrante de leurs programmes nationaux de développement, y compris ceux visant à encourager l'élimination de la production de stupéfiants illicites et le remplacement de celle-ci par d'autres cultures.

11. Les ministres ont reconnu l'ampleur des enjeux, dont surtout le droit des pays agricoles compétitifs d'obtenir un traitement équitable sur les marchés internationaux. Le protectionnisme agricole entrave de plus en plus l'essor économique, le service de la dette et la croissance de l'emploi dans les pays en développement. Il a également pour grave conséquence de forcer les agriculteurs efficaces à adopter des pratiques moins inoffensives pour l'environnement afin de compenser la faiblesse des revenus à l'exportation, au risque de causer des dommages écologiques. En outre, il faudrait reconnaître les mesures de réforme économique et de transition vers une économie de marché prises par un grand nombre de pays en développement ainsi que la transformation des économies de l'Europe centrale et orientale, mesures qui ont été encouragées par les pays industrialisés et qui sont aujourd'hui sérieusement menacées par le manque de débouchés équitables pour les produits des pays concernés.

12. De plus, un échec de l'Uruguay Round risquerait d'entraîner une érosion continue du système commercial multilatéral, la création de blocs commerciaux repliés sur eux-mêmes et l'accroissement du recours à des mesures unilatérales pour acquérir un avantage et forcer ainsi les autres parties à faire des concessions. Par contre, la réussite de l'Uruguay Round renforcerait et élargirait le système multilatéral.

13. En réaffirmant leur volonté de mener bientôt à terme l'Uruguay Round, les ministres se sont dits déterminés à éviter que celui-ci ne soit conclu, en totalité ou en partie, sans accord de fond dans le domaine de l'agriculture.

14. En conclusion, les ministres ont remercié sincèrement le ministre Cabrera et le Gouvernement du Brésil d'avoir pris l'initiative d'organiser la rencontre et d'avoir réservé un excellent accueil aux représentants des pays du Groupe de Cairns.